

En janvier 1851, il remit le pouvoir à don Mariano Arista, nommé légalement pour lui succéder. Des troubles ayant éclaté, Arista, fatigué du pouvoir, y renonça bientôt. Le *pronunciamiento* de Arroyozarco ayant triomphé en dernier lieu, Santa-Anna remonta à la présidence de la République. Le nouveau chef du pouvoir exécutif entreprit alors la réorganisation du pays sous une forme malheureuse, ne tendant à rien moins qu'à convertir le Mexique en citadelle ; la presse fut bâillonnée et de grandes entraves furent apportées au développement de l'instruction publique. Santa-Anna, après s'être donné le titre de Altesse Sérénissime, finit par se déclarer dictateur perpétuel le 16 décembre 1853.

On ne peut présumer jusqu'à quelles extrémités cet homme public, poussé par une ambition démesurée, serait allé dans la voie de la tyrannie, si un noyau de nobles et vaillants patriotes, fatigués du triste spectacle qu'offrait à cette époque la nation, ne se fussent lancés résolument dans la lutte, proclamant tout d'abord la convention de Ayutla qu'ils réformèrent ensuite de façon à ce qu'elle pût être acceptée par tous les éléments du parti libéral.

Le talent, l'énergie avec lesquels fut entreprise et soutenue la nouvelle révolution par ses promoteurs, obligèrent Santa-Anna à quitter le pouvoir, et cet homme funeste abandonna furtivement le Mexique, démontrant par cette fuite qu'il était aussi pusillanime dans la défaite qu'arrogant dans la victoire.

Le mouvement qui devait emporter la dictature de Santa-Anna avait pris naissance dans la petite ville de Ayutla, située dans l'Etat de Guerrero, à l'instigation du colonel don Florencio Villarreal et de quelques

officiers soutenus par quelques faibles troupes civiles.

Les premiers insurgés ne tardèrent pas à être appuyés par le général don Juan Alvarez, vétéran des premières insurrections du pays contre la métropole en 1810. Les commencements de cette révolution furent des plus précaires ; le mouvement ne comptait en effet que sur des ressources très insuffisantes, tant en hommes qu'en argent, et n'avait qu'un rayon d'influence très restreint. Mais, en 1854, la convention de Ayutla ayant été réformée, la révolution reçut l'adhésion de don Ignacio Comonfort et d'un certain nombre de patriotes éminents. Le plan que les insurgés se proposaient de réaliser malgré la pauvreté de leurs ressources, surtout au point de vue militaire, était de rétablir le système républicain représentatif, en convoquant un congrès devant avoir un caractère de constituante, et qui aurait eu pour mission de procéder à l'organisation du pays sous la forme que nous venons d'indiquer. L'armée des patriotes prit le nom d'*Armée restauratrice de la liberté*, et eut pour chef ce même général don Juan Alvarez. Si le nombre des militaires qui sympathisèrent avec ce mouvement était des plus réduits, il n'en fut pas de même de l'élément civil. Les hommes les plus remarquables par leurs vertus et leurs talents se jetèrent dans le camp des révoltés et l'on vit lutter et vaincre en soldats vaillants et en capitaines expérimentés des hommes qui, jusqu'alors, n'avaient combattu qu'avec la parole ou la plume.

En peu de temps, le mouvement acquit une impulsion irrésistible. Santa-Anna, comme on l'a déjà dit, abandonna le pouvoir le 9 août 1855 et peu après quitta

le pays. Le vaillant général Alvarez, qui était en marche sur la capitale, laquelle avait adhéré à la convention de Ayutla, put s'arrêter à Cuernavaca pour réunir une assemblée de représentants choisis parmi les hommes les plus éminents du parti libéral. Cette *junte* de notables élut Alvarez président de la République. Ce dernier forma un ministère avec don Ignacio Comonfort, don Miguel Lerdo de Tejada, don Guillermo Prieto, don Melchior Ocampo, don Ponciano Arriaga et don Benito Juarez, le même qui devait, dans le courant de ce siècle, arriver à la plus haute magistrature du pays, et obtenir par ses services et ses éminentes qualités une des premières places dans l'histoire contemporaine.

Le triomphe du mouvement parti de Ayutla aurait pu marquer pour le Mexique le commencement d'une ère nouvelle de prospérité, si tous les hommes du parti libéral avaient su apprécier avec la même hauteur de vues, la nécessité des réformes qu'il fallait accomplir pour réorganiser le pays. Mais, malheureusement, il n'en a pas été ainsi parce qu'une fraction de ce parti, s'intitulant modérée, réprouvait les mesures extrêmes qui, seules, eussent pu régénérer la nation, était plutôt partisan de l'évolution que la révolution et, au point de vue religieux, se rattachait bien plus au parti conservateur qu'au parti libéral avancé. Cette divergence de vues dans l'appréciation d'une question aussi importante et qui affectait si profondément un pays tel que le Mexique, où le clergé conservait encore un prestigieux pouvoir, occasionna en premier lieu la démission d'Alvarez peu après la promulgation d'une loi qui dépouillait le clergé et les militaires de leurs prérogatives particulières, et finalement détermina la guerre civile de *Trois ans* ou de

*réforme*; guerre qui ensanglanta et bouleversa le sol mexicain, plus que ne le firent jamais les précédentes. En abandonnant le pouvoir, Alvarez nomma, pour lui succéder, un homme politique qui, de tout temps, avait fait partie d'un groupe de libéraux modérés : don Ignacio Comonfort.

Vers cette époque eurent lieu deux *pronunciamientos*, provoqués par les fidèles partisans du régime déchu, qui avaient pris pour devise : *Religion et privilèges*. La loi promulguée par Alvarez sur les prérogatives du clergé et des militaires, ainsi que celle que publia plus tard don Miguel Lerdo de Tejada, ancien ministre des finances sous Comonfort, et qui s'appela : *Loi contre l'amortissement des biens du clergé*, et dont le but était autre que celui qu'indiquait son titre, causèrent une grande colère chez ceux qui n'étaient pas des libéraux sincères, dans le sens qu'on doit l'être vis-à-vis tout ce qui touche à la mise en pratique des idées, lorsque pour les réaliser il est nécessaire d'être au pouvoir, dût-on y arriver par le chemin de la violence et de la lutte armée. Troubler un pays, produire un grand changement intérieur, renverser violemment l'ordre de choses établi et ne pas profiter du triomphe en accomplissant, dès le lendemain même de la victoire, — seul moment vraiment opportun pour une œuvre radicale, — les réformes pour la réalisation desquelles on a fait le sacrifice de sa vie et de ses intérêts les plus chers, serait tout aussi impolitique que de vouloir maintenir indéfiniment le trouble. Résoudre une chose à moitié ne rassure pas les intérêts qui se voient menacés ; c'est, au contraire, leur donner plus de force et plus d'énergie pour se maintenir et résister. Où trouver un exemple plus frap-

pant de ce que nous venons de dire si succinctement, que dans l'histoire même du Mexique ?

La Constitution de 1857 fut enfin promulguée, mais ce résultat ne put être atteint qu'après les mouvements insurrectionnels que nous venons de rapporter, et après trois longues et orageuses sessions législatives. Cette Constitution, même si nous la considérons comme un progrès, fut loin de satisfaire le sentiment libéral du pays, qui eût désiré voir inscrit dans le nouveau code fondamental la liberté de conscience à côté des plus importants principes démocratiques. Dans la quatrième partie de cet ouvrage, nous nous occuperons de l'examen de ce code.

La haine des réformes avait armé encore une fois les ennemis de celles-ci. Les lacunes contenues dans la Constitution et les persécutions auxquelles étaient en butte les hommes aux idées avancées, jetèrent ces derniers dans le camp de la révolution ; mais il est juste de reconnaître qu'ils ne prirent le chemin de la violence que parce qu'on leur avait fermé celui de la légalité, en les poursuivant et en les persécutant, et que, en réalité, loin d'avoir été des rebelles, ils furent au contraire les véritables défenseurs de la Constitution. C'est ce qui résultera de la simple narration des faits.

Comonfort, en sa qualité de premier magistrat de la République, avait prêté serment à la Constitution qu'il venait de promulguer, mais, par suite d'une faiblesse impardonnable chez un homme d'État d'une si claire intelligence, il se laissa dominer par certaines influences pernicieuses et prononça la dissolution de la Chambre. Il assumait par cet acte une espèce de dictature timorée, non sans avoir auparavant fait jeter en prison l'illustre

don Benito Juarez, qui était alors ministre de la justice, ainsi que plusieurs membres des plus distingués du parti libéral. Ces mesures ne contentèrent pas encore les réactionnaires qui, ne trouvant point suffisant l'appui que leur prêtaient Comonfort et les hommes de son gouvernement, se jetèrent dans l'insurrection au cri si funestement légendaire de *Religion et privilèges*.

Comonfort, toujours hésitant et sans politique déterminée, prêta une seconde fois serment à la Constitution qu'il avait si mal protégée, mit Juarez en liberté, et, voulant donner une preuve de son énergie, commença la lutte contre les insurgés qui s'étaient déjà emparés de quelques édifices de la capitale de la République. Mais, bientôt fatigué de la lutte, il capitula devant la révolution et abandonnant le petit nombre de partisans qui avaient suivi sa fortune, il partait pour la Vera-Cruz d'où il s'embarquait le 7 février 1858, quittant ainsi son pays, qu'il ne devait plus revoir, que pour tomber obscurément sur un chemin public, assassiné par des bandits.

Après la capitulation de Comonfort, les insurgés restèrent maîtres de la ville de Mexico et le chef du mouvement victorieux, don Felix Zuloaga, fut élu président par ses partisans. Dans cet état de choses, deux voies seules restaient ouvertes à Juarez, qui, comme président de la Cour suprême, devait prendre le pouvoir conformément aux prescriptions de la Constitution : se soumettre à la révolution triomphante, ou défendre la légalité, œuvre du Congrès constituant. Juarez, sans hésiter, opta pour ce second parti.

Il serait injuste, pour ce fait, de le considérer comme un rebelle, les rebelles étaient au contraire ceux qui, s'étant rendus maîtres de la capitale, se croyaient déjà

les arbitres de l'avenir de la République. Il n'en était rien heureusement. Si la réaction triompha dans la capitale du Mexique elle ne rencontra aucune sympathie dans les États, et Juarez, après avoir parcouru l'intérieur du pays, constitua à la Vera-Cruz le légitime pouvoir de la République, dont il était de par la Constitution le président légal.

La lutte commença donc, ou, pour mieux dire, ce ne fut que la continuation de celle qu'avait entreprise Zuloaga, le 17 décembre 1857, à Tacubaya. Dans les deux camps adverses on multiplia les efforts, la République entière devint le champ d'une lutte formidable et sanglante, finalement les batailles de Loma Alta et de Silao et celle de Calpulalpan qui fut la plus meurtrière et en même temps la plus décisive, gagnées toutes les trois par les troupes libérales, renversèrent à tout jamais les espérances des réactionnaires dont le chef le plus estimé, le général Miramón, dut s'expatrier.

Le général González Ortega entra alors victorieusement dans la capitale de la République, assumant le commandement suprême par intérim, en attendant l'arrivée du président constitutionnel don Benito Juárez.

Aussitôt installé, celui-ci procéda avec l'énergie qui lui était propre à la réorganisation du pays. Il forma un ministère de notables et convoqua le peuple pour l'élection des députés. Le nouveau Congrès élut Juárez président de la République et on procéda à l'élection des pouvoirs particuliers des États, le tout conformément à la Constitution de 1857.

La République paraissait enfin entrée dans une ère de paix et, partant, de prospérité; mais, malheu-

reusement, la guerre ne devait pas tarder à reparaitre sur le sol de la patrie, provoquée pas des fils dénaturés, qui ne craignirent pas de recourir à l'appui des baïonnettes étrangères pour l'exécution de leurs projets libéricides et antipatriotiques.

---